



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article5359>

Le monde en 2020 (1ere partie)

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 2011 - Journal des alternatives. Vol. 2 - No. 5, août 2011 -

Date de mise en ligne : mercredi 27 janvier 2010

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

Alors que débute la deuxième décennie du XXIème siècle, nous nous trouvons à l'un de ces moments, assez rares dans l'histoire, où des passations majeures de pouvoir deviennent visibles aux yeux de tous. Si la première décennie du siècle a vu des changements profonds, le monde de 2009 ressemblait tout au moins un peu à celui de 1999 sur certains points essentiels : les États-Unis sont restés la puissance militaire mondiale suprême, le dollar la monnaie dominante dans le monde, et l'OTAN la première alliance militaire, pour n'en citer que trois.

Toutefois, à la fin de la deuxième décennie, notre monde aura sans doute un aspect vraiment différent. Les transformations considérables dans les rapports de puissance dans le monde et le changement de régime impérial qui se dessinent aujourd'hui seront beaucoup plus prononcés en 2020, lorsque de nouveaux acteurs, de nouvelles tendances, de nouvelles préoccupations et de nouvelles institutions domineront l'espace global. Ces transformations sont la norme dans l'histoire, quelle que puisse être l'intensité dramatique avec laquelle nous les percevons.

Ce qui est moins habituel - et représente l'inconnue de cette deuxième décennie (et au delà) - c'est l'intervention de la planète elle-même. Les perturbations et contrecoups, qui relèvent aujourd'hui de phénomènes politique, auront en 2020 une composante naturelle. La nature est prête à riposter de manière imprévisible, et les effets pourraient être très déconcertants et peut-être même dévastateurs.

Quelles seront donc les caractéristiques dominantes de la deuxième décennie du vingt et unième siècle ? Se livrer à des prévisions de ce genre présente bien sûr un risque inhérent élevé, mais l'extrapolation des tendances actuelles permet de dégager quatre points clés pour cette deuxième décennie : la montée en puissance de la Chine, le (relatif) déclin des États-Unis, le développement du rôle des pays du Sud et, enfin - peut-être le plus spectaculaire - l'impact d'un environnement de plus en plus turbulent et la raréfaction croissante des ressources.

Commençons par les facteurs historiques humains et nous aborderons ensuite l'inconnue qu'est l'avenir de la planète elle-même.

Le réveil du Dragon

Que la Chine soit devenue une puissance mondiale n'est plus sujet à discussion. La nouvelle puissance acquise par ce pays était perceptible au sommet sur le climat de Copenhague en décembre, lorsqu'il est devenu clair qu'aucun progrès significatif n'était possible sur la question du réchauffement de la planète sans l'assentiment de Pékin. Son importance croissante est également manifeste dans la façon dont elle a réagi à la grande récession, en déversant des milliards de dollars dans des projets de relance économique intérieure, évitant ainsi un ralentissement important de son économie. Elle a également dépensé plusieurs dizaines de milliards pour les matières premières et dans de nouveaux investissements en Afrique, en Amérique latine et Asie du Sud, aidant ainsi au redémarrage économique de ces régions.

Si la Chine est un géant économique aujourd'hui, elle sera une locomotive en 2020. Selon le Département de l'Énergie américain (DoE), le produit intérieur brut de ce pays (PIB) passera d'un montant estimatif de 3 300 milliards de dollars en 2010 à 7 100 milliards de dollars en 2020 (en dollars constants de 2005). Son économie aura alors dépassé toutes les autres, en dehors des États-Unis. En fait, son PIB devrait alors dépasser celui de tous les pays d'Afrique, d'Amérique latine et du Moyen-Orient réunis. Durant cette décennie, la Chine devrait constamment s'élever sur l'échelle du progrès technologique, fabricant des produits toujours plus sophistiqués, y compris dans les énergies vertes et les systèmes innovants de transport qui seront essentiels dans les futures économies post-carbone. Ces avancées lui procureront un poids croissant dans les affaires internationales.

La Chine va sûrement utiliser également sa richesse croissante et ses prouesses technologiques afin d'accroître sa

puissance militaire. Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), la Chine a déjà le deuxième plus gros budget militaire, bien que les 85 milliards de dollars qu'elle a consacré à ses forces armées en 2008 pèsent peu à côté des 607 milliards de dollars alloués par les États-Unis. En outre, ses forces restent techniquement frustes et ses armements ne sont au niveau des équipements modernes des États-Unis du Japon et des Européens. Toutefois, cet écart se comblera de façon significative durant cette deuxième décennie, lorsque la Chine affectera plus de ressources à sa modernisation militaire.

La question cruciale est celle-ci : comment la Chine utilisera-t-elle ce pouvoir accru pour atteindre ses objectifs ?

Jusqu'à présent, les dirigeants chinois ont exercé cette force grandissante avec prudence, en évitant les comportements qui suscitent peur et la méfiance de la part de leurs voisins et partenaires économiques. Ils ont privilégié l'emploi du pouvoir de l'argent et du « soft power » - la diplomatie vigoureuse, l'aide au développement, et les liens culturels - pour cultiver les relations avec leurs amis et alliés. Mais la Chine va-t-elle continuer à poursuivre cette approche « harmonieuse », non menaçante, lorsqu'auront diminué les risques inhérents à la poursuite d'une politique vigoureuse de défense de ses intérêts nationaux ? Cela semble peu probable.

Une Chine plus affirmée, laissant percevoir ce que le Washington Post qualifie d' « arrogance » était déjà évidente dans les derniers mois de 2009, lors des réunions au sommet entre les présidents Barack Obama et Hu Jintao à Pékin et Copenhague. Dans les deux cas, la partie chinoise n'a pas recherché un résultat « harmonieux » : à Pékin, l'accès d'Obama à la presse a été restreint et Hu Jintao a refusé de céder du terrain sur le Tibet ou sur des sanctions plus sévères contre l'Iran, qui est un partenaire commercial majeur en matière d'énergie ; à un moment crucial à Copenhague, la Chine a chargé des fonctionnaires subalternes de négocier avec Obama - une évidente indécatesse - et contraint à un compromis qui épargne à la Chine des limitations contraignantes sur les émissions de carbone.

Si ces sommets fournissent une indication, les dirigeants chinois sont prêts à jouer de la diplomatie de la manière forte, en insistant sur le respect de leurs exigences fondamentales et en concédant peu, même sur des questions d'importance secondaire. La Chine sera de plus en plus capable d'agir de cette façon parce que le sort économique de nombreux pays est désormais lié à ses modes de consommation et d'investissement - un rôle mondial central, auparavant joué par les États-Unis - et parce que sa taille et son emplacement lui offrent une position dominante dans la région la plus dynamique de la planète. En outre, durant la première décennie de ce siècle, les dirigeants chinois se sont avérés particulièrement aptes à entretenir des liens avec les dirigeants des grands et petits pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine qui joueront un rôle toujours plus important en matière d'énergie et dans les affaires du monde.

À quelles fins la Chine utilisera-t-elle son pouvoir grandissant ? Pour les hauts dirigeants de Pékin, trois objectifs seront sans aucun doute primordiaux : assurer la continuation du monopole politique du Parti communiste chinois (PCC), soutenir le rythme rapide de croissance économique qui justifie sa position dominante, et rétablir la grandeur historique du pays. Ces trois objectifs sont en fait liés : Le PCC ne restera au pouvoir, estiment ses hauts dirigeants, que tant qu'il orchestrera la poursuite de la croissance économique et satisfera les aspirations nationalistes de l'opinion et du haut commandement de l'Armée de Libération du Peuple. Tout ce que Pékin entreprend, au plan national et international, est adapté à ces objectifs. Lorsque le pays deviendra plus fort, il utilisera ses pouvoirs accrus pour façonner l'environnement mondial à son avantage, tout comme les États-Unis l'ont fait pendant si longtemps. Dans le cas de la Chine, cela signifie un monde largement ouvert aux importations de produits chinois et aux investissements qui permettent aux entreprises chinoises de s'approprier les ressources mondiales, tout en tablant de moins en moins sur le dollar US comme monnaie d'échange international.

Une question reste sans réponse : La Chine commencera-t-elle à utiliser sa puissance militaire grandissante ? Pékin le fera sans doute, tout au moins de manière indirecte. En fournissant des armes et des conseillers militaires à son

réseau croissant d'alliés à l'étranger, la Chine mettra en place une présence militaire dans des régions de plus en plus nombreuses. Je soupçonne que la Chine va continuer d'éviter le recours à la force dans toute situation qui pourrait mener à une confrontation avec les grandes puissances occidentales, mais elle pourrait ne pas hésiter à engager son armée dans tout affrontement de volontés nationales impliquant les pays voisins. Une telle situation pourrait survenir, par exemple, au sujet d'un différend maritime pour le contrôle des eaux riches en énergie de la mer de Chine du Sud, ou bien en Asie centrale, si l'une des anciennes républiques soviétiques devenait un havre pour les militants ouïghours cherchant à affaiblir le contrôle de la Chine sur la province du Xinjiang.

L'Aigle atterrit

Tout comme la montée de la Chine est aujourd'hui un fait acquis, le déclin des États-Unis l'est également. On a beaucoup écrit sur la perte inévitable de la primauté de l'Amérique alors que le pays subit les conséquences de sa mauvaise gestion économique et de son impérialisme trop étendu. Cette vision a été développée dans « Tendances Mondiales 2025 », une étude de prospective stratégique pour les prochaines décennies préparée pour la future administration Obama par le National Intelligence Council (NIC), filiale de la Central Intelligence Agency. « Bien que les États-Unis puissent rester l'acteur le plus puissant [en 2025], » le NIC y prévoyait que « la force relative des États-Unis - même dans le domaine militaire - va diminuer et l'influence des USA sera plus limitée. »

Catastrophe imprévue mise à part, les USA ne devraient toutefois pas s'être appauvris en 2020 ou avoir pris du retard technologique. En fait, selon la prévision la plus récente du Département de l'Energie, le PIB des USA en 2020 sera d'environ 17 500 milliards de dollars (en dollars de 2005), en augmentation de près d'un tiers par rapport à aujourd'hui. En outre, certaines des initiatives déjà lancées par le président Obama pour stimuler le développement des énergies nouvelles devraient commencer à porter leurs fruits, procurant sans doute aux États-Unis un avantage dans certaines technologies vertes. Notons aussi que les États-Unis demeureront la première puissance militaire du globe, la Chine se situant loin derrière, et aucun autre rival potentiel ne sera capable de mobiliser des forces - ne serait-ce qu'au même niveau que la Chine - pour contester la suprématie militaire des États-Unis.

Ce qui changera, ce sera la position de l'Amérique par rapport à la Chine et aux autres nations - et donc, bien sûr, sa capacité à dominer l'économie mondiale et l'agenda politique mondial. Toujours à partir des projections du DoE, on constate qu'en 2005, le PIB américain, d'une valeur de 12 400 milliards de dollars, surpasse celui de toutes les nations d'Asie et d'Amérique du Sud réunies, y compris le Brésil, la Chine, l'Inde et le Japon. En 2020, le PIB combiné de l'Asie et l'Amérique du Sud sera d'environ 40% supérieur à celui des États-Unis, et il croîtra à un rythme beaucoup plus rapide. D'ici là, les États-Unis se seront bien plus endettés envers les pays étrangers les plus solvables, notamment la Chine, pour trouver les fonds nécessaires pour financer les déficits budgétaires persistants causés par les guerres en Irak et en Afghanistan, le budget du Pentagone, le plan de relance fédéral, et l'absorption des « actifs toxiques » des banques et des entreprises en difficulté.

On peut s'attendre à ce que dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle, où les entreprises américaines voient se réduire leurs avantages, les perspectives pour les Américains ordinaires seront nettement plus sombres. Certains secteurs de l'économie et certaines régions du pays vont certainement continuer à prospérer, mais d'autres vont subir le sort de Detroit, devenant sinistrées économiquement et subissant un appauvrissement général. Pour de nombreux Américains - peut-être la plupart - le monde de 2020, pourrait encore procurer un niveau de vie bien supérieur à celui dont bénéficie une grande partie de la planète, mais les avantages que la plupart des membres de la classe moyenne considéraient comme acquis - l'accès à l'université, des soins médicaux relativement accessibles et abordables, les repas au restaurant, les voyages à l'étranger - seront beaucoup moins aisés à se procurer.

L'avantage militaire américain sera lui aussi bien plus remis en cause. Le coût colossal des désastreuses guerres en Irak et en Afghanistan limitera la capacité de déployer d'importantes opérations militaires à l'étranger. Il faut se souvenir que dans la première décennie de ce siècle, une proportion importante des équipements et des armements de l'Armée et du Corps des Marines a été endommagée ou détruite dans ces guerres, et que les unités de combat

elles-mêmes ont été durement éprouvées par de multiples tours de service. La réparation de ces dommages nécessitera au moins une décennie de calme relatif, qui n'est nulle part en vue.

Les contraintes croissantes pesant sur la puissance américaine ont été récemment reconnues par le président Obama dans un cadre insolite, lors de son discours à West Point annonçant un renforcement des troupes en Afghanistan. Loin de proposer une expression triomphaliste de la puissance américaine et de sa prééminence, comme dans les discours du président Bush sur la guerre en Irak, il s'agissait d'un aveu implicite de déclin. Faisant allusion à l'arrogance de son prédécesseur, M. Obama a souligné que « nous avons échoué à faire la relation entre notre sécurité nationale et notre économie. Dans le sillage de la crise économique, de trop nombreux voisins et amis sont au chômage et luttent pour payer les factures Dans le même temps, la concurrence dans l'économie mondiale est devenue plus féroce. Donc, nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre d'ignorer le prix de ces guerres. »

Beaucoup ont choisi d'interpréter la décision d'Obama d'envoyer de renforts en Afghanistan comme un nouvel exemple, typique du 20ème siècle, de la propension de l'Amérique à intervenir n'importe où sur la planète à tout moment. Je la vois plutôt comme une mesure temporaire destinée à empêcher l'effondrement total d'une entreprise militaire mal conçue à une époque où les États-Unis sont de plus en plus obligés de compter sur les moyens non militaires que sont la persuasion et la coopération avec les alliés, quels que soient leur caractère. Le Président Obama a déclaré : « il va falloir être agile et précis dans notre utilisation de la puissance militaire Et nous ne pouvons pas compter sur la seule force militaire. » Cela sera de plus en plus souvent le mot d'ordre de planification stratégique qui régira l'aigle américain sur le déclin.

A suivre...

Post-scriptum :

Michael T. Klare enseigne au Hampshire College. Il est l'auteur de : Rising Powers, Shrinking Planet : The New Geopolitics of Energy

Traduction Contre Info